



## INTERNATIONAL ALLIANCE OF THEATRICAL STAGE EMPLOYEES

*The Union Behind Entertainment* IATSE.net

Pour diffusion immédiate: Le 3 février 2022

### **L'IATSE attend avec impatience de travailler avec le gouvernement fédéral sur la modernisation de la loi sur la radiodiffusion.**

**TORONTO, ON** – Le gouvernement du Canada a réintroduit un projet de loi visant à moderniser la Loi sur la radiodiffusion, qui n'a pas été mise à jour depuis 1991. La législation précédente sur la modernisation est morte l'automne dernier lors du déclenchement des élections fédérales.

L'IATSE soutient l'intention de la législation mais a des préoccupations quant au projet de loi tel qu'il a été présenté et l'examinera de manière plus approfondie. Lors de l'annonce, le ministre du Patrimoine canadien, Pablo Rodriguez, a confirmé que le projet de loi C-11 porte « sur l'équité, sur les bons emplois de la classe moyenne ». En tant que plus grand syndicat du divertissement, représentant plus de 30 000 travailleurs créatifs canadiens, l'IATSE voudrait s'assurer que cet objectif soit atteint. Au Canada, les studios et diffuseurs mondiaux apportent désormais 5,3 milliards de dollars par an, soit plus du double des entités nationales. Le travail sur les productions mondiales offre la majorité des opportunités d'emploi (57% contre 33%) aux travailleurs canadiens du cinéma - qui sont en mesure d'apprendre et d'utiliser des compétences plus avancées, ainsi que d'employer et d'apprendre les dernières technologies.



John Lewis, vice-président et directeur des affaires canadiennes de l'IATSE International, a déclaré, « Les studios et diffuseurs mondiaux doivent-ils contribuer à l'industrie cinématographique nationale ? Absolument. Les emplois qu'ils apportent au Canada devraient être pris en compte dans cette équation - mais même en faisant abstraction de cela, ils contribuent déjà davantage au financement de la production nationale que Téléfilm ou le Fonds des médias du Canada. Selon le rapport Profil 2020 du CMPA, les investissements étrangers sont la deuxième source de financement de la production de contenu de propriété canadienne, juste après les crédits d'impôt provinciaux. La production cinématographique nationale doit être soutenue - mais cela ne doit pas se faire au détriment des possibilités d'emploi dans les studios et diffuseurs mondiaux, qui emploient la majorité des travailleurs créatifs canadiens. »

L'IATSE apprécie l'engagement du ministre à moderniser la définition du contenu canadien et se réjouit de travailler avec les députés et le gouvernement pour introduire les amendements nécessaires qui garantiront un secteur cinématographique sain et florissant. Ensemble, nous

pouvons élaborer une bonne politique qui maximise les opportunités pour les travailleurs créatifs canadiens et encourage les investissements au Canada.

**Pour plus d'informations, contactez:**

Krista Hurdon, Représentante Internationale de l'IATSE  
[khurdon@iatse.net](mailto:khurdon@iatse.net)